

-----  
PREFECTURE D'ILLE-et-VILAINE

-----  
Service de la Coordination  
et de l'Action Economique

-----  
3ème bureau

-----  
Etablissements classés  
dangereux, insalubres ou incommodes

-----  
1ère Classe  
n° 11.507  
-----

A R R Ê T Ê du 30 NOV. 1976

autorisant Mme CHEVALLIER Paulette  
à exploiter une verminière au lieu  
dit "Les Hurlevents" à TREMBLAY

LE PREFET DE LA REGION DE BRETAGNE

PREFET D'ILLE-et-VILAINE

Officier de la Légion d'Honneur,

VU la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements  
dangereux, insalubres ou incommodes, modifiée par les lois des  
20 avril 1932 et 21 novembre 1942 ;

VU le décret n° 64-303 du 1er avril 1964 sur la réglementa-  
tion des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 portant nomenclature  
des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, modifié et  
complété par les décrets des 15 avril 1958, 17 octobre 1960, 19 août  
1964, 24 août 1965, 15 septembre 1966, 24 octobre 1967, 16 octobre  
1970 , 27 mars 1973, et 15 mai 1974 ;

VU l'instruction de M. le Ministre du Commerce du 6 juin  
1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements  
classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, en application  
de la loi du 19 décembre 1917 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juillet 1954 sur la pollution  
des eaux des étangs, canaux et cours d'eau ;

VU la demande formulée par Mme CHEVALLIER Paulette  
en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une verminière au  
lieu dit "Les Hurlevents" à TREMBLAY ;

VU les plans joints à la demande d'autorisation ;

.../...

VU l'avis de l'Inspecteur des établissements classés ;

VU l'avis du Directeur départemental de l'Equipement ;

VU l'avis du Directeur départemental de l'Action Sanitaire et Sociale ;

VU l'avis de l'Inspecteur départemental des Lois Sociales en Agriculture ;

VU l'avis du Directeur départemental de l'Agriculture ;

VU l'avis du géologue officiel en date du 14 mars 1975 ;

VU le procès-verbal d'enquête de commodo vel incommodo ouverte dans la commune de TREMBLAY du 12 janvier au 12 février 1975 et l'avis du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis du conseil municipal de TREMBLAY, en date du 21 mars 1975 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental d'hygiène, lors de sa réunion du 6 Mai 1976 ;

#### A R R E T E :

ARTICLE 1.- Mme CHEVALLIER Paulette est autorisée à exploiter au lieu dit "Les Hurlevents" à TREMBLAY une verminière, rangée dans la 1ère classe de la nomenclature, sous le n° 58 B, 8°.

ARTICLE 2.- 1°- Cet établissement, destiné à la préparation de larves de mouches ainsi qu'accessoirement à l'élevage de vers de terre, en vue de la vente d'appâts pour la pêche, sera éloigné des habitations, des entrepôts de denrées alimentaires et des logements d'animaux.

Il devra être aménagé de telle façon qu'il ne puisse être la cause d'une quelconque pollution de cours d'eau, sources, abreuvoirs, mares et d'une façon générale de tout point d'eau.

Il sera entouré de clôtures suffisantes pour soustraire les opérations à la vue du public. Toutes dispositions seront prises en constituant notamment des écrans de verdure pour que les vents dominants ne puissent rabattre les odeurs sur les habitations et agglomérations voisines.

2° - Les bâtiments de production seront construits en matériaux durs. Ils seront pourvus d'un nombre suffisant de postes d'eau sous pression. Le sol présentera une pente convenable pour conduire les eaux usées vers des canalisations siphonnées et reliées soit à une fosse étanche et couverte, soit à une station d'épuration.

Les angles des murs entre eux et avec le sol et le plafond seront arrondis.

Les revêtements de sol, des murs et des portes seront imperméables, imputrescibles et résistants aux chocs. Pour des raisons d'ordre pratique, afin d'éviter l'évasion des larves en cas de variations atmosphériques ou hygrométriques, le choix du matériau des tables et bacs est laissé à l'initiative de l'exploitant. Toutefois, ni la qualité ni la nature de ces matériels ne constitueront un obstacle pour l'entretien et la désinfection satisfaisante de l'ensemble. Dans l'hypothèse où un inconvénient quelconque apparaîtrait, l'exploitant serait tenu, sur simple réquisition des services de contrôle, à réaliser les modifications qui s'imposeraient.

3° - L'établissement comportera obligatoirement :

- un local réfrigéré, fermant à clef, parfaitement étanche, permettant d'entreposer les viandes et poissons devant servir de réceptacle à la ponte des mouches ou d'aliments pour les larves ;

- des conteneurs clos où seront stockés avant leur enlèvement régulier - au minimum bihebdomadaire - par l'équarrisseur, les résidus et débris organiques provenant des locaux de production d'asticots ;

- une aire cimentée et abritée pour recevoir la sciure désodorisée après usage et pouvant être transformée ultérieurement en compost.

4° - Toutes dispositions seront prises pour empêcher rigoureusement la dispersion des mouches et des larves à l'extérieur des locaux d'élevage, de récolte ou de stockage. En particulier, les ouvertures réservées à l'aspiration ou au rejet de l'air seront dotées d'un grillage à mailles suffisamment fines.

5° - Afin d'éviter toute émission d'odeurs indésirables, l'air expulsé, avant d'être rejeté dans le milieu extérieur, sera filtré sur un dispositif approprié assurant une neutralisation complète des vapeurs et gaz toxiques ou malodorants, qu'il pourrait contenir.

6° - S'il ne peut diriger les eaux usées de l'établissement sur une station d'épuration par un réseau public d'assainissement, l'exploitant sera tenu de les désodoriser chimiquement avant épandage réalisé dans des conditions conformes à la réglementation et selon les modalités qui seront soumises à approbation.

7° - Toutes mesures utiles seront mises en oeuvre pour éviter la pullulation des rats et autres rongeurs.

8° - Aucun animal domestique ne pourra être entretenu dans l'enceinte de la verminière à l'exception, si besoin est, d'un chien de garde.

9° - Les locaux et les cours seront constamment maintenus en bon état de propreté. Les locaux devront être soumis à une désinfection hebdomadaire efficace. Un nettoyage général sera exécuté à la fin de chaque saison de production.

10° - Il sera interdit d'introduire dans la verminière des saisies ou déchets de viandes et poissons dont l'utilisation ne serait pas admise pour l'alimentation animale par la réglementation en vigueur.

11° - Les véhicules affectés à l'approvisionnement de la verminière en viandes et poissons seront étanches et couverts. Ils devront être nettoyés et désinfectés après chaque transport. Les produits seront accompagnés des laissez-passer réglementaires délivrés par les services vétérinaires d'inspection sanitaire.

Sur un registre coté et paraphé seront inscrits, à chaque livraison, l'origine et le poids des produits servant de nourriture aux larves. Le registre sera visé à chacune de ses visites par le vétérinaire Inspecteur de cet établissement.

ARTICLE 3. - L'exploitant sera tenu d'observer les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité édictées par le Code du Travail ainsi que les mesures générales de protection et de salubrité. Notamment :

- il mettra un vestiaire avec lavabo, boîte de secours et un sanitaire avec douche et cabinet d'aisance à la disposition du personnel ;

- il installera les moyens de secours appropriés contre l'incendie tels que postes d'eau, extincteurs, seaux-pompes, sacs de sable, tas de sable meuble avec pelles, etc..

.../...

ARTICLE 4. - L'Administration se réserve, en outre, la faculté de prescrire, ultérieurement, toutes modifications que le fonctionnement ou la transformation de l'établissement rendraient nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques, et ce, sans que le bénéficiaire de la présente autorisation puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ni à aucun dédommagement quelconque.

ARTICLE 5. - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6. - Le bénéficiaire de la présente autorisation, son représentant ou locataire devra toujours être en possession de l'arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition des fonctionnaires ou agents qualifiés.

Le changement de propriétaire ou de représentant, la mise en location, le changement de locataire, ne sauraient avoir d'effet à l'encontre des prescriptions édictées dans le présent arrêté qui demeureront applicables à tout exploitant de l'établissement quelle que soit la forme du contrat qui le liera au titulaire de la présente autorisation.

Conformément à l'article 29 du décret du 1er avril 1964, le changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet d'Ille-et-Vilaine, dans le délai d'un mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 7. - Avant de mettre l'établissement dont il s'agit en activité, le bénéficiaire de la présente autorisation devra justifier auprès de l'Administration Préfectorale qu'il s'est strictement conformé aux conditions qui précèdent. De plus, il devra se soumettre à la visite de l'établissement par les agents commis à cet effet par l'Administration Préfectorale, ainsi qu'au libre exercice des préposés des douanes d'octroi et de régie, de jour et de nuit, et ce, sans l'assistance d'un officier municipal.

ARTICLE 8. - Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie est déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la mairie du lieu d'installation et inséré par les soins du maire, aux frais du pétitionnaire, dans un journal d'annonces légales du département.

Un procès-verbal d'affichage et un exemplaire du journal d'annonces légales contenant l'extrait du présent arrêté seront adressés à la Préfecture par les soins du Maire, dès l'accomplissement de cette double formalité.

.../...

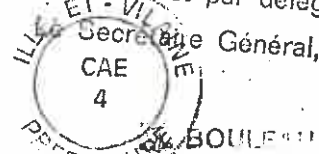
ARTICLE 9 - Le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans le délai de deux années à compter de sa date de notification ou n'aura pas été exploité pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 10 - La présente autorisation ne dispense pas de l'obligation d'obtenir la délivrance du permis de construire dans le cadre de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le sous-préfet de **FOUGERES** le Maire de **TREMBLAY** et l'Inspecteur des établissements classés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

RENNES, le 30 NOV. 1976

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation



Pour Ampliation  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Chef de Bureau

M. Th. Thapou